

Lettre ouverte:

- A Monsieur Yves LE CLAIR,
Procureur de la République de Verdun
- A son Substitut.

Verdun le 29 Novembre 2011

OBJET : *Placement très abusif de nos enfants, très grave injustice contre une famille, au nom d'une guerre idéologique (guerre contre la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu) et d'un souci de neutraliser quelqu'un qui dérange un système verdunois et meusien. Maltraitance institutionnelle de nos enfants, mise en danger de nos enfants. Responsabilité du Ministère Public dans ce qui est plus qu'une très grave injustice, mais simplement un crime !*

SOMMAIRE :

Après la brève introduction, les cinq points suivants seront développés :

- [Mes enfants sont les victimes innocentes d'un guerre idéologique et d'une volonté de neutraliser quelqu'un qui dérange un système meusien](#)
- [Bien au contraire, c'est maintenant que nos enfants sont séquestrés, souffrent et sont en danger !](#)
- [Le détail important qui a été caché dans l'« Affaire Jean-Michel DORMOY », l'homme d'Inor qui a massacré les siens le 27 juin 2011 avant de se suicider dans le fleuve la Meuse](#)
- [La « mafia institutionnelle meusienne » révélée depuis plus de trente ans par le journal le Nouvel Observateur dans l'« Affaire du Juge pour enfants Philippe Llorca » !](#)
- [Prenez- moi, car c'est moi VOTRE problème. Sortez mes enfants de vos structures pourries et rendez-les à leur mère !](#)

Monsieur le Procureur,

Le 18 mars 2011, comme il en est fait mention dans l'ordonnance **111/0036 du 23 mars 2011** rédigée par Madame Stéphanie BLIN-DUMOUCHEL (Juge pour enfants au Tribunal de Verdun), vous, votre Substitut ou vos services, avez émis une requête ordonnant l'enlèvement de nos deux enfants, Alexis ABLI-BOUYO (16 ans) et Lauriane ABLI-BOUYO (11 ans), sous prétexte que mes idées seraient « sectaires », et que je représenterais un « danger » non seulement pour mes enfants, mais aussi pour ma femme.

Alexis est placé dans la Maison de l'Enfance à Stenay, et Lauriane est placée dans une famille d'accueil, elle est gardée par Madame Brigitte PINOT à Vouthon Haut.

Mes enfants sont les victimes innocentes d'un guerre idéologique et d'une volonté de neutraliser quelqu'un qui dérange un système meusien

J'ai été jusqu'en 2004 enseignant de mathématiques et sciences en Lycée Professionnel dans l'académie de Clermont-Ferrand dans le Puy-de-Dôme, les six dernières années en Zone d'Éducation Prioritaire (ZEP) au lycée Camille Claudel à Clermont-Ferrand. Depuis 2003 je travaille à une nouvelle science, fondée sur un nouveau paradigme : la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu. Et l'académie de Clermont-Ferrand ne voulait évidemment pas soutenir des travaux scientifiques où il est question de Dieu. Ces travaux se sont poursuivis au Togo de 2004 à 2008, avec mes propres moyens.

A notre retour du Togo en 2008, nous avons été accueillis au centre d'hébergement et d'insertion de Clermont-en-Argonne, dirigé par Madame Catherine BAILLON. Et la vérité est que nous nous

sommes trouvés face à des anomalies mises en lumière par notre famille malgré elle, en raison de notre profil spécial, qui n'était pas celui des pensionnaires classiques.

En effet, une anomalie initiale entraînant d'autres anomalies (ou révélant d'autres), ce n'est pas souvent qu'un ex-enseignant de mathématiques et sciences, qui fait une science nouvelle comme la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu, se retrouve non pas au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) mais dans un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale, avec son ordinateur dans sa chambre, sur lequel il pianote à longueur de journée ; un chercheur exclu par un système en raison des paradigmes du système ; un bosseur qui dans ce centre social où il atterrit avec sa famille ne « chôme » pas, un « dingue du boulot » qui déplore qu'il n'y ait pas d'accès à internet pour les hébergés, infantilisés, souvent traités avec peu de respect et de dignité, comme des déchets de la société.

Malgré moi, j'ai commencé à déranger du simple fait de demander une connexion internet pour envoyer mes documents sur mon site. Et que dire quand je demande de respecter ne serait-ce qu'un tout petit peu les gens ? Et à plus forte raison quand ma femme et moi déplorions les actions complètement inutiles dans notre cas et qui coûtent de l'argent au contribuable. Argent qui très souvent n'est pas mis où il faut vraiment le mettre (par exemple équiper le centre d'internet pour les hébergés), argent public très souvent gaspillé, qui est très souvent mis là où ça sert les intérêts particuliers de divers acteurs du système ou du réseau ; comme par exemple des frais (ou des indemnités) pour des missions complètement inutiles, ou comme (dans le même ordre d'idées) le fait de fabriquer de la clientèle pour d'autres acteurs du même système (génération des honoraires à ces acteurs), on se renvoie mutuellement l'ascenseur, etc. On fait du chiffre pour justifier des moyens alloués, on place inutilement des personnes dans les structures (comme par exemple aujourd'hui nos enfants), on les y maintient inutilement quand ils n'ont plus rien à y faire (comme Madame Baillon voulait le faire dans notre cas dans son centre). Bref, on fait tourner la « boutique sociale », le fonds de commerce des notables de Meuse (j'y reviendrai quand je parlerai de la « [mafia institutionnelle meusienne](#) ») !

Nous nous sommes trouvés aussi face à un autre grave problème dans le centre de Madame Baillon : la **drogue qui y sévissait** ! Un sujet tabou dans les centres sociaux, dont je reparlerai plus loin quand je développerai la partie : [nos enfants souffrent, ils sont en danger](#) ; car mon fils vit actuellement entre autres le problème du **tabagisme passif** et, pire, de la **drogue** !, dans la Maison de l'Enfance à Stenay !

La règle est de faire la politique de l'autruche, de faire croire à la hiérarchie que tout va bien et que l'on maîtrise la situation. Et le malheur de ma femme et moi a été de signaler des problèmes que nous croyions inconnus. Mais nous avons perdu de magnifiques occasions de nous taire, car nous avons fait lever des lièvres, fait donc exactement ce qu'il fallait pour que le système, le dragon dérangé, dirige sur nous les flammes de sa bouche ! Et plus particulièrement, les flammes sont dirigées sur moi qui pianotait nuit et jour sur mon ordinateur, et qui donc ne pouvait qu'inquiéter...

Je n'étais pas dans le centre pour faire une enquête policière ou journalistique, pour dénoncer quoi que ce soit. Nous étions là simplement parce que nous revenions du Togo où les travaux fondamentaux de la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu ont été faits. De retour en France nous cherchions une solution d'hébergement très provisoire le temps de nous réinstaller dans la vie normale. Je me suis trouvé malgré moi en train de déranger un système pourri, et les repréailles et les manœuvres n'ont pas tardé pour neutraliser le danger potentiel pour le système...

Et quand on fait une chose comme la **Science de Dieu** en France, quand une autre personne d'origine africaine (une personne qui n'est pas mineure mais qui est plus âgée que moi...) qui s'est retrouvée là et s'est liée à moi comme à un frère (c'est même elle qui a découvert la réalité de la toxicomanie dans le centre, car la personne qui partageait la chambre avec elle était un des dealers et donc elle me conseillait sur le danger concernant mon fils que ces gens approchaient...), une personne croyante qui s'est jointe à nous pour lire la Bible et prier ensemble dans notre espace privé, alors l'**accusation en or** pour neutraliser celui qui dérange, l'accusation dont on est sûr qu'elle fera un consensus dans la Meuse et en France, est très vite trouvée : « **violation de la laïcité** », « **dérive sectaire** », et patati et patata ! On s'inventait toutes sortes de raisons pour venir frapper à notre porte, rien que pour surveiller ce que nous faisions et ce que je faisais, au lieu de mettre l'énergie pour démasquer au contraire le

trafic et la consommation de drogue, dangers entre autres dont nous nous protégeons en menant une vie à part dans le centre, en faisant tout pour que notre séjour en ce lieu soit le plus bref possible !

Oui, Dieu ou celui qui dit la vérité et révèle entre autres ces choses dans le centre, était un problème plus grave et plus inquiétant que la **drogue** sur laquelle on fermait les yeux par contre! Quand on a compris cela, on a tout compris !

Madame BAILLON a saisi le Ministère Public avec les **fausses accusations**. Pour cela, sept mois après avoir quitté le centre (alors que pour moi c'était de l'histoire déjà ancienne, à plus forte raison notre passé au Togo !), j'ai été convoqué le 05 février 2009 au Centre Médico-Social de Verdun pour répondre de mes opinions et de mes activités devant Monsieur BOULIER, l'inquisiteur de service, assisté de Madame AUBRY, l'assistante sociale.

Alors que je croyais les choses tirées au clair une bonne fois pour toutes ce 05 février 2009, l'enlèvement de mes enfants survient brutalement le 23 mars 2011 (deux ans après donc), avec une **violence** et une **inhumanité inouïe!** Et c'est Monsieur BOULIER qui est venu chez nous flanqué de deux policiers comme chez un **terroriste** ou quelqu'un qui avait la carabine braquée sur les siens, pour me lire les chefs d'accusations abracadabrants. Le danger est **fabriqué de toutes pièces** là où il est **complètement inexistant**.

En ce qui concerne l'**accusation grotesque** selon laquelle la **Science de l'Univers TOTAL** ou **Science de Dieu** serait un danger pour mes enfants, c'est par ici, Monsieur le Procureur : <http://hubertelie.com>. Bonne lecture ! Jugez si c'est cela qu'il faut appeler une « secte » !

Et pour ce qui est de la **FAUSSETÉ** des accusations portées contre moi, et des **MENSONGES** concernant le « danger » que je représenterais personnellement pour les miens, etc., c'est par là, Monsieur le Procureur : <http://hubertelie.com/solution.html> (titre du document: « **Si c'est moi VOTRE problème, alors maintenant la simple solution** »).

On a fouiné dans ma vie privée au Togo, on a réveillé des cauchemars que nous y avons vécus (pour des raisons propres à la réalité togolaise mais aussi pour des raisons franco-togolaises, impliquant le Consulat et l'Ambassade de France au Togo) et que nous croyions loin derrière nous. On a cherché la petite bête pour justifier une action planifiée de longue date, qui s'inscrit dans ce qui est tout simplement une **guerre idéologique**, qui elle-même cache une guerre contre quelqu'un qui malgré lui, de par son profil ou son activité s'est trouvé face à d'anomalies d'un système qu'il met en lumière.

La situation est comme un journaliste consciencieux et indépendant qui, avec sa caméra, est en train de prendre un café à la terrasse d'un restaurant, et tout à coup il se produit un événement imprévu qu'il est obligé de couvrir. Ou encore, un citoyen lambda en train de filmer les siens dans un lieu public avec sa caméra amateur. Et dans le champ, en arrière-plan, se trouvent des mafieux en train d'échanger une valise suspecte. Réalisant qu'ils sont filmés, ils se mettent en devoir d'éliminer le témoin gênant.

C'est dans cette situation que je me suis trouvé avec mon ordinateur de la Science de Dieu au centre d'hébergement de Clermont-en-Argonne. Heureux d'y avoir trouvé une solution temporaire d'hébergement et louant presque la France d'être un pays développé où de telles dispositions existent, j'ai dû vite déchanter après l'euphorie passée, car sans m'en rendre compte j'ai mis le pied dans une antre du Diable, pire que Pagouda au Togo d'où nous arrivions ! Un lieu où j'ai eu le tort de voir ce qu'il ne fallait pas voir, mais qui est tout simplement une réalité que Dieu voulait que je voies aussi...

Bien au contraire, c'est maintenant que nos enfants sont séquestrés, souffrent et sont en danger !

La Science de Dieu n'est pas l'idéologie d'une « secte », et nos enfants n'étaient ni en danger ni malheureux avec leurs parents (et en particulier avec moi leur père). Ils menaient une vie la plus douce qu'on puisse imaginer, bien protégés par un père-poule et une mère-poule. Bien au contraire, c'est maintenant que nos enfants sont vraiment en **danger** ! Le pire pour eux n'est pas venu d'une « secte » ou de malfaiteurs, mais de l'institution, tout ce qu'il y a de plus officiel ! C'est en effet aujourd'hui l'institution qui est coupable de **séquestration d'enfants**, de **lavage de cerveau**, de **maltraitance** !

Oui, **nos enfants SOUFFRENT** ! La fille moins que son frère, parce que son cerveau a été complètement lavé, elle est **psychologiquement aliénée** à ses détenteurs, elle est coupée de ses parents et de son frère. Pour sa « collaboration », pour avoir si bien servi d'instrument d'attaque contre son père, elle est mise dans un « paradis artificiel » où notre pauvre petite fille ne réalise pas vraiment le drame qu'elle vit et le **crime** commis contre sa famille. Tant mieux pour elle dans un certain sens. Car il vaut mieux être dans un état d'anesthésie que de souffrir conscient !

Mais son frère, qui comprend ce qui se passe, qui depuis le début refuse de marcher dans la combine des accusateurs, est moins bien traité, il est maltraité tout simplement. Il sait que lui et sa sœur n'étaient nullement en danger auprès de leurs parents, bien au contraire ! Lui qui comme sa sœur a reçu une éducation en or, avec les valeurs les plus élevées, les **valeurs divines** tout simplement, il est arraché à une vie de famille des plus normales pour se retrouver comme dans une maison de redressement pour mineurs, au milieu de **délinquants**, de **fumeurs** et de **drogués**, choses desquelles nous l'avons préservés jusqu'à son enlèvement !

Il refuse le **lavage de cerveau** et la **diabolisation** qu'on fait de ses parents (et de son père en particulier), il dit simplement la vérité, **et ça dérange** ! Il souffre le martyr, notre fils est détruit aujourd'hui, Monsieur le Procureur, et vous portez une très lourde responsabilité dans ce qui est plus qu'une **très grave injustice**, mais tout simplement un **CRIME** devant la France, devant le monde et devant l'Univers TOTAL!

Comme dit plus haut, Monsieur le Procureur, j'en reviens maintenant à la situation de mon fils dans la Maison de l'Enfance de Stenay. Outre sa grande souffrance en raison de la séparation d'avec ses parents, outre ce qu'il vit au quotidien dans un lieu où il n'avait rien à y faire (où on lui vole constamment ses effets), outre sa destruction psychologique, il y a le danger d'une destruction physique, et en particulier le problème de la drogue sur lequel je reviens maintenant plus longuement.

Le 16 septembre 2010, au lycée Marguerite de Verdun où mon fils était scolarisé avant son enlèvement, vous avez tenu une réunion d'information sur le problème de la drogue dans la Meuse. Ma femme était à cette réunion, et elle m'a fait le compte-rendu de ce que vous avez dit, entre autres que toutes les couches sociales du département de la Meuse (et plus généralement de la Lorraine) sont touchées par le phénomène. Je retrouve ces propos aussi par exemple dans le blog de Monsieur Jean-Raymond Faivre, adjoint au maire de Delme (<http://jrfaiivre.canalblog.com/archives/2011/03/02/20522823.html>).

Vous citant, il dit : « *aujourd'hui, le drogué, c'est vous ! du fils d'ouvrier à la fille de la pharmacienne, oui, oui, tous les deux, je les ai eus dans mon bureau !* » Ce sont donc vos propos tels que ma femme m'en a informé, et qui sont reproduits mot pour mot par Monsieur Faivre.

Mais il ne s'agit pas de surfer sur les problèmes sociaux (la drogue ou l'insécurité), pour faire une carrière politique ou pour battre campagne électorale (en parlant de Monsieur Faivre ou du Conseil Général de la Meuse), sans s'attaquer à la racine du problème, sans combattre le problème **là où il se pose vraiment** (et là je parle de vous, de l'institution politico-judiciaire, des services de police ou de la gendarmerie, des services sociaux, etc.).

Comme dit plus haut, au centre d'hébergement de Clermont-en-Argonne où j'étais avec ma famille, beaucoup se droguaient et fumaient de la drogue autant qu'ils fumaient la cigarette. Certains ont approché notre fils pour l'embrigader dans leurs pratiques, et ma femme et moi l'en avons protégé. Et nous avons commencé à le sensibiliser à ce problème que nous avons aussi rencontré à Saulx-les-Champlon où un beau-frère de ma femme nous a accueillis à notre décente d'avion (en revenant du Togo), avant d'aller au centre. Là, c'est son fils, un « crâne rasé », qui se livrait avec des amis à des sagas nocturnes de toxicomanie, au grand désespoir de son père. Nous avons donc quitté ce problème et d'autres, pour les retrouver au centre.

Avec cette seconde expérience, nous disions à notre fils : « nous sommes manifestement dans un département où la drogue circule énormément », et nous lui disions (et aussi à sa soeur) de faire très attention à toute proposition qu'il pourrait recevoir dans ce sens. Mais lui ne nous croyait pas et il disait que la drogue était le problème des grandes villes comme Paris ou Lyon, et que la Meuse était un coin tranquille loin de cela, un endroit où le phénomène doit être très marginal, et il n'y avait pas de quoi nous inquiéter outre mesure.

Puis après le collège Maurice Barrès de Verdun où il fut scolarisé (et où sa sœur le fut aussi jusqu'à son enlèvement), il entra en seconde au lycée Marguerite. Plus que jamais, ses parents anxieux le sensibilisaient à ce problème. C'est pourquoi donc ma femme a été plus qu'attentive à cette réunion que vous avez tenue dans ce lycée, et elle est revenue toute tremblante après tout ce qu'elle a entendu. Et nous avons alors simplement dit à notre fils : « Tu vois, le Procureur lui-même dit ce que nous avons constaté ». Et notre fils a commencé à nous croire. Et il le croit encore plus aujourd'hui qu'il se retrouve dans la Maison de l'Enfance de Stenay. S'il y avait une structure sociale où l'on devrait le moins s'attendre à y voir de la drogue, c'est bien dans une Maison de l'Enfance ! Et il nous confie : « Je ne comprends pas ; les enfants ont plein d'argent, alors que normalement ils viennent de familles pauvres comme la mienne, qui vivent du RSA comme la mienne... »

Le détail important qui a été caché dans l'« Affaire Jean-Michel DORMOY », l'homme d'Inor qui a massacré les siens avant de se noyer dans la Meuse

Outre donc le problème du tabagisme passif qu'il vit, notre fils se trouve au milieu de jeunes délinquants qui fument de la drogue. Sa hantise est de se retrouver un jour dans la Maison de l'Enfance de Verdun, où le problème de la délinquance ou de la drogue serait bien plus inquiétant ! Comme à Clermont-en-Argonne, la règle est de faire la politique de l'autruche ou de casser le thermomètre qui indique qu'il y a de la fièvre. Les éducateurs doivent fermer les yeux, il faut toujours dire à la hiérarchie que tout va bien, qu'on maîtrise la situation, sinon cela retombe sur celui qui signale le problème, cela apparaît comme un aveu d'incompétence. Le problème à éliminer, c'est donc celui qui ose en parler, briser ce tabou, aller contre cette très vaste hypocrisie ! Cela arrange tout le monde de dire : « RAS, rien à signaler, circulez, il n'y a rien à voir ! »

Et quand de temps en temps il se produit des faits qui montrent qu'il existe un malaise, un problème de fond, quand donc des symptômes d'une maladie profonde se manifestent, on cache ce qu'ils veulent dire, on ne veut pas faire la lecture qu'on doit faire de ces faits.

Un exemple récent et très parlant, qui vous implique vous-même, Monsieur le Procureur, est le « fait divers » du suicide de Jean-Michel Dormoy, vous savez, l'homme d'Inor à seulement 8 kilomètres au nord de Stenay, qui le 27 juin 2011 a tué sa femme, a grièvement blessé un de ses enfants et est allé ensuite se noyer dans le fleuve la *Meuse*.

Comme on l'a lu dans l'Est Républicain, et comme aussi cela a été repris dans tous les journaux de France, l'homme, de « source judiciaire », était un « ouvrier » engagé depuis quelques semaines à quelques kilomètres d'Inor où il habitait. C'était une famille sans histoire, lit-on partout, et rien ne laissait penser qu'un drame pareil pouvait s'y passer, à part peut-être le fait que le « couple semblait battre de l'aile », selon le témoignage des habitants du village. Et vous concluez qu'« il n'y a aucune explication » à ce drame.

Mais, Monsieur le Procureur, un homme tranquille ne se lève pas comme cela comme possédé soudain par le Diable pour faire l'acte horrible qui est le sien ! Il y a toujours une explication rationnelle, scientifique. Le Diable qui pousse un homme à faire des choses de ce genre a très souvent **un visage bien concret et en chair et en os**, tout comme aussi ce qui pousse des gens à se jeter par la fenêtre à France Télécom. Les gens ne se livrent pas à une « mode de suicide ». Quand le 26 octobre 2011 une femme s'immole par le feu devant le palais de l'Élysée ou quand une enseignante de mathématiques, 13 jours plus tôt, fait la même chose dans la cour de récréation d'un lycée à Béziers, là aussi on ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'explication !

Mais c'est que, bien souvent, on ne veut pas voir l'explication en face, et pire, on ne présente pas tous les éléments permettant éventuellement de comprendre le pourquoi de ces gestes très violents ! Et en ce qui concerne le cas de Jean-Michel Dormoy, ce n'était pas un simple ouvrier quelconque qui s'est levé un beau jour pour faire un acte dément. Car, comme le dit l'article de France-Soir (à l'adresse <http://www.francesoir.fr/actualite/faits-divers/drame-familial-dans-meuse-113651.html>), il était aussi conseiller municipal à Inor, ce que confirment d'autres sites internet.

Et quel rapport maintenant avec nous ? Simple, Monsieur le Procureur : il est important de dire que le fameux dernier emploi d'« ouvrier » de Monsieur Dormoy à quelques kilomètres d'Inor, est plus

précis que cela : il était **employé à la Maison de l'Enfance de Stenay**, celle où est notre fils, au milieu de délinquants, de fumeurs, de drogués. Ces réalités et ce drame dont l'auteur a travaillé dans cette Maison ne sont pas du tout bons pour l'image du Conseil Général et de ses services sociaux. Cette information précise sur le dernier emploi de Monsieur Dormoy aurait permis d'avoir tous les éléments pour essayer de comprendre ce drame, il me semble. Mais le fait que cette information n'apparaisse nulle part dans les journaux quand on décrit le métier ou les activités de Monsieur Dormoy, devient de toute évidence très suspect !

A la Maison d'Enfance de Stenay, mon fils connaissait bien « Jean-Michel », qui était l'un des « éducateurs », ainsi qu'on appelle en général dans les centres sociaux le personnel en charge de l'encadrement des pensionnaires, et plus encore quand il s'agit d'enfants. Alexis rapporte que « Jean-Michel » ne s'était plus présenté à son travail, et que des rumeurs circulaient à Stenay à son propos. Puis les autres « éducateurs » ont dû dire aux enfants : « Jean-Michel » s'est suicidé. Et lors d'un voyage de Stenay à Charleville-Mézières (la route, la D964, passe par Inor), les « éducateurs » ont montré aux enfants une maison où des fleurs étaient déposées, en disant : « C'est là qu'il habitait Jean-Michel ».

D'autres sources, comme par exemple L'Union, L'Ardennais, (adresse <http://www.lunion.presse.fr/article/autres-actus/un-gars-discret-pas-tres-causant>), disent que Monsieur Dormoy avait des difficultés à se stabiliser dans un emploi. D'après cette source, son précédent emploi était auprès d'enfants handicapés. Et Alexis à qui j'ai demandé une nouvelle fois de vérifier l'information à la Maison de l'Enfance et aussi de confirmer si la photo de Jean-Michel Dormoy que j'ai trouvée parmi les membres du conseil municipal d'Inor est bien l'« éducateur » qu'il a connu, a répondu que c'est bien lui. Et d'après ses informations, « Jean-Michel » était auparavant un « éducateur technique » auprès de personnes âgées, et il a commencé à travailler à la Maison de l'Enfance de Stenay vers fin mai début juin 2011, et il a accompli son acte de folie le 27 juin (ce que nous savons dans les journaux). Cela confirme qu'effectivement il était dans son nouvel emploi seulement depuis quelques semaines. Voilà qui change quelque peu de l'« ouvrier » vague qui travaillait à quelques kilomètres de chez lui. Et pourquoi donc ne pas dire que c'est à la Maison de l'Enfance de Stenay ?

Et Alexis apporte un autre élément qui aide à cerner la personnalité de cet homme. Il rapporte que « Jean-Michel » avait un problème d'autorité, il avait du mal à maîtriser les délinquants à sa charge. Quand un jour il conduisait des gamins, l'un d'eux a brusquement tiré le frein à main et le véhicule a manqué de tomber dans le ravin, et « Jean-Michel » en a été affecté.

Face à un suicide (surtout après un drame pareil), la question est de savoir quelle est la dernière goutte qui a fait déborder le vase. Les problèmes professionnels par exemple qui ont fait déborder le vase déjà plein de problèmes personnels, ou les problèmes personnels qui ont fait déborder le vase des problèmes professionnels ?

Comme tout le monde, Monsieur Dormoy avait sans doute ses problèmes personnels. Mais avancer cela uniquement pour expliquer la folie qui l'a saisi au point de massacrer les siens et pour mettre fin à ses jours, occulter de cette manière si étrange l'aspect professionnel et surtout le fait qu'il a travaillé à la Maison de l'Enfance de Stenay où mon fils baigne dans la délinquance et la drogue, c'est au mieux dire une demi-vérité, et au pire une fausseté. On doit tout dire pour permettre d'essayer de comprendre...

La « mafia institutionnelle meusienne » révélée depuis plus de trente ans par le Nouvel Observateur dans l'« Affaire du Juge pour enfants Philippe Llorca » !

La Meuse est un département où la délation et la calomnie est pratiquée avec grand art. En temps ordinaire, les hautes personnalités du département et de la ville de Verdun constituent et plus que d'ordinaire un panier de crabes dans lequel, tels dans un club de Ponce Pilate(s) et de Hérode(s), règne la rivalité et la jalousie, la lutte pour le pouvoir et pour les intérêts personnels. En temps normal, on se tire dans les pattes, on jette des peaux de banane sous les pieds des uns et des autres. C'est à qui ferait le plus d'excès de zèle pour se faire le mieux voir par la hiérarchie, et c'est à qui écraserait les autres pour monter dans les échelons. C'est dans la mentalité meusienne la plus profonde, le regard neuf qui

arrive constate cela facilement à tous les niveaux, du paysan aux plus hauts dirigeants en passant par le citoyen lambda. On s'y fait vite ou alors on se casse ! Sinon on meurt, victime de cet état d'esprit.

Et aussi, tels des Ponce Pilate et des Hérode, ces notables de ce panier de crabes à la meusienne ne retrouvent une unité que face à ce qu'ils perçoivent comme une menace commune, une menace pour leur système. Toute personne nouvelle qui arrive dans la ville de Verdun et qui dérange le système en place est abattue à coups de fausses accusations, de délations et de calomnies. C'est vrai pour le citoyen lambda comme moi s'il a le tort d'être un « intellectuel » (et plus exactement qui a les yeux ouverts ou « trop ouverts »), et c'est plus vrai encore si l'arrivant doit exercer une fonction stratégique dans le système, comme par exemple un nouveau Procureur ou un nouveau Juge. L'arrivant doit se faire bizuter, il doit se faire adopter par le milieu, il doit prendre les couleurs locales, il doit rentrer dans le moule, dans le sérail, sinon gare à lui !

Un certain juge pour enfants, Philippe Llorca, qui ne pratiquait pas son métier à la manière d'une Stéphanie BLIN-DUMOUCHEL par exemple, l'a appris à ses dépens ! Un extrait d'un très vieil article du Nouvel Observateur du 30 juillet 1979 (donc il y a déjà plus trente ans de cela !) décrit la situation dans la Meuse depuis toujours jusqu'à aujourd'hui. C'est l'extrait d'une interview de [Michel MARCUS](#) par le journal, [Michel MARCUS](#) qui est un Magistrat qui a plusieurs fonctions et qualités, entre autres (et aux dernières nouvelles) consultant auprès de la Commission Européenne pour le trafic des êtres humains, etc. Voici ce qu'on pouvait déjà lire à l'époque dans son interview, je cite :

« Philippe Llorca, vingt-huit ans, tout jeune juge des enfants à Verdun, sait depuis jeudi s'il peut continuer d'exercer son métier. Alain Peyrefitte, le garde des Sceaux, avant même que le Conseil supérieur de la Magistrature ait tranché, a déjà donné son avis : Philippe Llorca a « gravement » manqué aux « devoirs de son état ». Son crime : il a hébergé chez lui, il y a plus d'un an, un jeune toxicomane. Celui-ci, en cachette du juge, a fumé du « H » dans son appartement en compagnie de quelques copains.

Un juge bizarre, qui roule à moto, porte jeans, sabots et cheveux longs et qui, contrairement à une tradition bien établie à Verdun, tente d'aider les toxicomanes à s'en sortir plutôt que de les enfoncer dans l'univers carcéral ou psychiatrique. (...) On accusera le juge de se droguer lui-même. Autant d'accusations qu'il faudra bien abandonner.

[Le Nouvel Obs] Philippe Llorca n'a été épargné par personne à Verdun : police, hiérarchie judiciaire, tout le monde s'est ligué contre lui. Pourquoi ?

MICHEL MARCUS. – *C'est d'abord une affaire de comportement. Les jeans, les cheveux longs, la moto, ça passera complètement inaperçu dans un tribunal de Marseille ou à Paris. Mais à Verdun, il tombe dans un milieu architraditionnel, avec des notables tels qu'ils peuvent être dans ce département. Dans cette ville où il n'y a pas d'université, où le milieu intellectuel se réduit à peu de chose, on est repéré et jugé par rapport aux gens que l'on fréquente. (...)*

Or non seulement Philippe Llorca ne faisait pas partie de la famille des notables mais il la heurtait de front en tant que juge des enfants. Le domaine de l'enfance, à Verdun comme ailleurs, est trusté par des associations privées, contrôlées par des notables qui ont, disons, leurs propres pratiques éducatives. Si un juge décide qu'un placement dans ce genre de foyer est néfaste pour les enfants et qu'il n'ordonne plus de placements, il commence à heurter des intérêts particuliers. Ce qui n'arrivait pas avec le juge des enfants qui précédait Philippe Llorca. Celui-là croyait au placement : il était lui-même un personnage influent de ces associations dans lesquelles il ordonnait de placer les enfants. Philippe Llorca a ordonné beaucoup moins de placements. Il a suscité des inimitiés. »

(Fin de citation. Sources :

http://referentiel.nouvelobs.com/archives_pdf/OBS0768_19790730/OBS0768_19790730_044.pdf)

Tout est dit là ! Cette réalité dans la Meuse ne date pas d'aujourd'hui. Depuis plus de 30 ans où cet article fut publié, la situation a peut-être un peu évolué à Verdun ou dans la Meuse, sur l'aspect vestimentaire des juges. Madame BLIN-DUMOUCHEL par exemple porte bien des **jeans**, mais la ressemblance avec Philippe Llorca s'arrête là ! Pour le reste, cela n'a pas varié d'un iota, mais au contraire c'est pire !

Par exemple, Monsieur le Procureur, vous n'allez surtout pas me dire que le problème de la toxicomanie s'est amélioré dans la Meuse depuis 30 ans ! Et n'allez surtout pas dire aussi que la manière de traiter le problème par le sérail politico-judiciaire a changé depuis l'affaire Philippe Llorca ! Le placement abusif d'enfants pour faire le business des notables de la Meuse, pour servir des intérêts privés, pour faire le chou gras de personnalités de la Meuse (y compris des personnalités du monde judiciaire, comme le juge pour enfants en place avant Philippe Llorca), n'a pas non plus disparu ! Au contraire, c'est plus que jamais d'actualité !

Les réalités devant lesquelles ma famille en moi nous sommes trouvés au centre d'hébergement et d'insertion de Clermont-en-Argonne (entre autres la gestion des ressources du contribuable d'une manière qui profite plus au personnel surtout dirigeant qu'à la mission pour laquelle ces ressources sont fournies et réclamées par les dirigeants), le placement très abusif aujourd'hui de mes enfants dans des structures infestées de délinquance ou de drogue où ils sont plus en danger que protégés etc., etc., le démontrent au plus haut point.

Nous ne faisons pas de la délation ou de la calomnie comme celle dont je suis victime, mais nous sommes tout simplement des **observateurs** (malgré nous) de cette sombre réalité, nous sommes de simples **témoins**, bref nous disons tout simplement **ce que nous vivons** !

De la juge pour enfants Stéphanie BLIN-DUMOUCHEL à de simples « éducateurs » dans les structures ou à l'ASE comme Hélène RENCK, en passant par des directeurs de centres comme Madame Baillon (du centre d'insertion de Clermont-en-Argonne mais responsable aussi d'autres centres à Verdun ou à Bar-le-Duc) ou comme Bertrand BOULIER (directeur du Centre Médico-Social de Verdun) etc., ma femme et moi nous sommes trouvés devant des gens d'un même réseau qui font savoir qu'ils ont du pouvoir et qu'ils font la pluie et le beau temps dans le département ! Des gens puissants devant qui il faut s'écraser au risque d'être écrasé comme un moustique, car leur vérité est LA vérité !

Michel MARCUS qui depuis plus de 30 ans dénonçait cette réalité à Verdun et dans la Meuse, qualifie de « notables de Verdun » ce réseau de pouvoir, les hautes personnalités de Verdun et de la Meuse impliquées dans ce business inique. Mais il faut appeler chat un chat : il faut tout simplement parler de « mafia de Verdun » ou de « mafia de la Meuse », de « mafia institutionnelle », des kidnappeurs et des trafiquants d'enfants ! Des gens qui détournent de diverses manières et à leur propres profits les moyens publics mis à leur disposition ou qu'ils réclament, des gens qui sans aucun scrupule font leurs richesses avec les malheurs d'autrui !

Il y a un fond de vérité dans ce slogan de la ville de Stenay : « Un coin de paradis en Meuse ». D'une manière plus générale, la Meuse est un très joli département, tranquille, qui serait vraiment un paradis... sans la mafia qui la dirige ! Les « notables » en question sont les « parrains » de cette mafia ! Il faut dans ce cas beaucoup se méfier des apparents paradis, qui peuvent cacher de terribles enfers, dans lesquels brûlent des gens innocents comme ma famille et moi ! Un enfer pour un fils dans une Maison de l'Enfance à Stenay.

A Paris, quand on donne à la ville ou au département des moyens pour lutter contre le terrorisme par exemple, les moyens sont « à peu près » (je dis « à peu près ») mis pour surveiller ceux qui vraiment présentent un danger terroriste, ceux qui menacent la sécurité du citoyen. Mais à Verdun, dans le département de la Meuse, quand on reçoit les mêmes moyens de l'état ou quand on les réclame, c'est avant tout pour surveiller ceux qui dérangent la mafia institutionnelle locale, ceux qui mettent le pied dans ce nid de vipères et inquiètent un système pourri, tous ceux qui disent la vérité, oui tous ceux qui dérangent dans cette antre du Diable... Une antre qui a donc extérieurement toutes les apparences d'un paradis, une antre dont on peint les murs en blanc pour faire trompe-l'œil, alors que l'intérieur est pourri et rempli de toutes sortes de choses immondes ! On cache la réalité avec un très grand soin, on soigne l'image, on écarte tout ce qui pourrait ternir cette image ou attirer l'attention sur ce que ce « paradis » cache...

Là, être un « terroriste », c'est faire une activité comme la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu. C'est chez celui qui fait une telle science que les notables débarquent de manière spectaculaire, accompagnés de policiers, comme chez un terroriste ! Les moyens de l'état (oui les moyens du contribuable) sont donc plus déployés pour surveiller comme l'huile sur le feu ceux qui dérangent la mafia institutionnelle et son fonds de commerce inique, que pour résoudre les vrais problèmes là où

ils sont vraiment ! Et comme devant tout phénomène mafieux, c'est la Loi du silence, c'est l'omerta ! Gare à qui ose émettre une fausse note et dénoncer la sombre réalité.

La presse locale, l'Est Républicain, au mieux se soumet à cette omerta, et au pire fait partie du système ! Dans le meilleur des cas elle ne dit pas toute la vérité qu'elle devait dire (elle ment donc par omission volontaire), et dans le pire des cas elle ment tout simplement quand il s'agit d'affaires sensibles. C'est ainsi par exemple que toute la vérité n'a pas été dite dans l'« affaire Jean-Michel Dormoy ». Un homme tranquille ne se lève pas comme cela, comme pris d'un accès de folie inexpliqué, pour massacrer les siens et se donner la mort en se jetant dans le fleuve la *Meuse*.

Vivre par exemple les problèmes que je vis depuis des années à cause de la Science de Dieu, vivre des injustices terribles comme le fait de se voir arracher ses enfants, c'est de quoi rendre un homme fou ! Si à la seconde audience, quand Madame BLIN-DUMOUCHEL annonce qu'elle garde encore en détention mes enfants, je m'étais jeté sur elle pour lui tordre le coup parce que **la coupe est pleine et déborde**, qu'auriez-vous dit à la presse, Monsieur le Procureur ? Que c'est un fou, un « gourou monstrueux d'une secte » qui s'en est pris à une « pauvre et sainte juge » pleine de toutes les qualités du monde, tombée en martyr dans l'exercice de ses fonctions et dans son devoir rendu à la République ? Ou auriez-vous dit qu'il n'y a pas d'explications ? Oui, qu'aurait-on lu dans l'Est Républicain ?

Un journaliste de l'Est Républicain, en relation avec le Secours Catholique, est venu faire un reportage dans un Jardin du quartier des Planchettes où nous habitons, Jardin tenu par le Secours Catholique. Une activité à laquelle participaient surtout ma femme et ma fille. Mon fils et moi y participions aussi mais occasionnellement, car moi je suis très occupé par l'écriture de la Science de l'Univers TOTAL et le fils préfère son ordinateur et les jeux vidéos... J'y allais de temps en temps voir la mère et la fille dans le jardin, et cela me permettait aussi de prendre un bain de verdure, de m'oxygéner, de me dégourdir les jambes (à force d'être presque tout le temps assis devant mon clavier et d'accumuler des kilos...). Mais c'était plus difficile d'arracher le fils à son ordinateur et à ses jeux, pour lui dire d'aller faire un tour au jardin... C'est comme ça. Et beaucoup de familles se reconnaîtront dans cette description somme toute banale...

Le journaliste de l'Est Républicain est venu faire le reportage peu avant l'enlèvement de nos enfants, et nous l'avons appelé au secours pour qu'il dénonce cette très grave injustice faite à une famille normale et très tranquille de Verdun. Et il nous répond : « Oh, là, là, si c'est une affaire du Conseil Général, on ne s'en mêle pas ». Et ça s'appelle des journalistes ! Très lamentable !

Ils se contentent de reproduire la vérité officielle du Procureur, du Tribunal, de l'institution politico-socio-judiciaire, la vérité des notables de Verdun, de la « mafia meusienne ». Toute l'omerta, la Loi du silence, face à cette mafia se trouve dans la réaction de ce journaliste !

Prenez- moi, car c'est moi VOTRE problème. Sortez mes enfants de vos structures pourries et rendez-les à leur mère !

On lit dans le blog de Jean-Raymond Faivre (adjoint au maire de Delme) dont j'ai déjà parlé plus haut qu'« un article paru dans le Républicain Lorrain du 21 février dernier jette le pavé dans la mare. On en avait toutes et tous déjà le pressentiment, **« même les zones rurales sont largement marquées »**... ». Je rappelle que Monsieur Faivre parle de l'étendue du problème de la drogue dans la Meuse (et en Lorraine), qu'il découvre subitement seulement le 21 février 2010...

Un pavé dans la mare ? Monsieur Faivre n'a pas dû souvent lire le Nouvel Observateur par exemple, qui parlait de la gravité du phénomène dans la Meuse, depuis plus de 30 ans maintenant, au temps du juge Philippe Llorca, liquidé vite fait dans le coin ! Qu'on arrête la démagogie et l'hypocrisie quand on ne peut plus cacher la réalité. Qu'on lise autre chose que le Républicain pour commencer à s'informer...

Monsieur le Procureur, je vous rappelle vos propres propos cités par Monsieur Faivre dans son blog : « aujourd'hui, le drogué, c'est vous ! du fils d'ouvrier à la fille de la pharmacienne, oui, oui, tous les deux, je les ai eus dans mon bureau ! »

Vous qui donc vous faites un chevalier de la lutte contre la drogue, je ne vous demande pas de venir faire un tour dans notre quartier, dans notre immeuble, de résoudre le mystère de ce qui se passe la nuit dans l'appartement au-dessus de ma tête, pendant que je travaille presque sans dormir à rédiger les textes de la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu.

Monsieur Boulier et vos policiers sont venus le 23 mars 2011 chez nous pour nous dire qu'ils nous ont arraché nos enfants sous prétexte qu'ils seraient en « danger » chez leurs parents. Mais ils se sont trompés d'immeuble ou d'étage, ils se sont trompés sur les enfants à arracher à leur parents !

J'ai dit plus haut que la délation, la calomnie et la fausse accusation sont un sport pratiqué avec très grande performance dans les hautes sphères de la société meusienne (dans le panier de crabes des notables) jusque dans la sphère du citoyen le plus ordinaire dans ce département. On n'hésite pas à calomnier l'autre pour avoir son bout de gras, de quoi se construire une piscine ou avoir une auto superbe (pour les personnes proches du pouvoir local), ou de quoi mettre du beurre dans les épinards (pour le meusien de base).

Et ce ne sont pas les ordures pour accuser faussement, pour faire un sale boulot de délation et plus exactement de calomnie, qui manquent dans le voisinage de celui qui fait la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu. Dans ce que nous a dit Monsieur Boulier le jour où il a enlevé nos enfants, et aussi plus tard Madame Blin-Dumouchel, des « témoins » auraient rapporté entre autres qu'on m'entend « sans arrêt parler de Dieu et du Diable », que comme un « sectaire » je séquestrerais ma femme et mes enfants dans notre appartement, toujours fermé à clef quand nous sommes à l'intérieur, et que nos volets sont fermés à peine la nuit tombée, etc., etc., etc. (voir <http://hubertelie.com/solution.html#accusation-2>).

Dans ses courriers pour nous dire qu'on pouvait demander la consultation du dossier d'accusation (ce que, soit dit en passant, on s'est toujours arrangé pour que cela ne se passe pas comme il faut et dans les délais), Madame Blin-Dumouchel dit se réserver le droit d'enlever les renseignements sur les sources des informations pour « protéger » les personnes concernées.

Mais inutile de se donner tant de mal pour « protéger » les **ordures** qui ont fait et font ce sale boulot de surveillance de nos faits et gestes, de délation et de calomnie. Nous avons eu affaire à l'une de ces ordures, qui nous pourrissent la vie au quotidien, eux et leur enfant-roi sans éducation et sans frein, plus encore maintenant depuis que nos enfants nous ont été enlevés suite à leur « bon boulot » (voir http://hubertelie.com/old-version/AlphaOmega2/HubaFrance/Koundrou.htm#exemple_enfant_roi). Inutile de protéger ces Judas et toutes les personnes de leur espèce dans notre voisinage, tous ceux qui leur rendent visite et se livrent avec eux à leur fiesta infernale nocturne ! C'est la **MERDE** que vos policiers doivent ramasser, ou ce sont leurs enfants qu'il faut leur arracher pour les « éduquer ». Et pas les nôtres !

Cessez d'être des Ponce Pilate qui laissez en liberté des Barabbas et leurs enfants qui sont des Barabbas en herbe (les chats ne font pas des chiens), mais qui crucifiez des Jésus de Nazareth qui parlent de Dieu ou de la Science de Dieu, des citoyens honnêtes et exemplaires à qui on cherche des poux sur la tête, dont on épie et fouille la vie pour trouver la petite bête pour les envoyer à Golgotha ! Rendez-nous nos enfants, ils n'ont rien à faire dans vos structures pourries !

Monsieur le Procureur, vous dites si bien que la Meuse (ou la Lorraine) est gangrenée partout et à tous les niveaux de la société, par la toxicomanie. Par conséquent, ce serait de votre part tenir un double discours et être hypocrite si vous épargnez les structures institutionnelles, en disant qu'elles ne sont pas gangrenées au plus haut point !

Avant de vouloir débarrasser la Meuse ou la Lorraine de ce fléau entre autres, commencez d'abord à purifier toutes les structures sociales, qui sont plus sous votre contrôle, à commencer par les Maisons de l'Enfance ! C'est extrêmement grave la toxicomanie dans une maison de gosses, dans une maison dite de « Protection de l'Enfance » ! Oui, inquiétez le Conseil Général et ses services sociaux. Allez fouiner dans les centres, entre autres celui de Clermont-en-Argonne, chez Madame Baillon qui a été la première à saisir le Ministère public concernant mes idées mes activités de Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu. Et allez voir de plus près ce qui se passe dans la Maison de l'Enfance de Stenay. Et si Monsieur Dormoy (qui a massacré les siens avant de se donner la mort dans le fleuve la *Meuse*) a une fois travaillé dans cette Maison, dites-le tout simplement, quand vous parlez de sa

carrière professionnelle, pour qu'on puisse essayer de comprendre vraiment et éventuellement découvrir les réalités dans cette Maison de l'Enfance et ailleurs. Sinon, l'occultation de cette information devient suspecte, elle doit maintenant susciter de sérieuses interrogations vous concernant vous-même!

Et plus simplement encore, mon fils n'a vraiment rien à faire dans un univers dirigé par un système hypocrite, malhonnête, corrompu, pourri, un univers de délinquance dont on masque les réalités et que l'on présente de l'extérieur comme étant blanc et pur. Un univers où les « éducateurs » (quant ils sont consciencieux et honnêtes) sont souvent débordés par le phénomène et doivent fermer les yeux pour ne pas être accusés d'incompétence, pour que « ça ne leur retombe pas dessus », comme on dit...

Rendez-nous nos enfants, ils ont leurs parents pour les éduquer, pour les guider dans la vie. Laissez-nous jouer notre rôle, et c'est déjà ça de moins comme problème à régler à l'échelle du quartier, du département, de la région ou de la France. Occupez-vous de tous ceux qui ne jouent pas leur rôle, et vous avez assez de **boulot** comme ça, il me semble !

La situation de notre fils nous préoccupe au plus haut point. Nous ne sommes plus avec lui pour lui donner la direction nécessaire. Et fort heureusement que **NOUS FAISONS FI** de vos **interdictions iniques** de chercher à communiquer avec notre fils. C'est ce qui nous permet entre autres de continuer à jouer notre rôle de parents, de guides, mais aussi de savoir **ce qu'il vit réellement**, et que les services sociaux et la juge pour enfants ne nous diront jamais ! Dans la détresse où il se trouve, coupé de nous et de sa sœur, il est si facile de succomber à la tentation de la drogue pour « oublier » un peu, de se réfugier dans un monde artificiel. Il a beau nous donner toute l'assurance que malgré tout il n'a jamais goûté à la **MERDE** dont nous l'avons protégé jusqu'à son enlèvement, nous avons des doutes.

Monsieur le Procureur, vous et votre système inique qui nous avez arraché nos enfants, vous portez une très lourde responsabilité dans la destruction de notre fils, s'il succombe à la toxicomanie, si ce n'est déjà fait! Il faut arrêter les dégâts avant l'irréversible !

Le moindre mal de votre part est de **mettre fin immédiatement** à la **très grave injustice** dont ma famille et moi sommes victimes, d'ordonner qu'on nous rende les enfants, tout simplement. Ou à la rigueur, comme je le demande depuis le 10 octobre 2011 (jour de la seconde audience), si vous continuez à penser que je représente un « danger » pour les miens, alors placez-moi dans vos structures pourries, moi j'y survivrai, et surtout ma vie est plus derrière moi que devant. Prenez-moi donc, et **rendez alors immédiatement les enfants à ma femme** ! C'est l'idée clef du document « **Si c'est moi VOTRE problème, alors maintenant la simple solution** » (<http://hubertelie.com/solution.html>).

Ce n'est pas à des parents ou à une grand-mère de négocier pour rendre des visites à des **enfants détenus**, mais éventuellement à ma famille de négocier pour venir me voir dans mon lieu d'isolement, moi votre **ACCUSÉ** ! Enlevez donc le dit « danger » pour sa famille, et alors **rendez immédiatement mes enfants à leur mère** pour mettre fin à leurs souffrances. Laissez-les tranquilles mener leur vie !

Et une fois mes enfants sortis de vos structures pourries, une fois la souffrance des miens soulagée, il faudra ensuite expliquer à la France et au monde en quoi faire une œuvre comme la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu que le monde peut lire à mon site est un « danger sectaire » pour mes enfants, oui en quoi je suis un « danger » pour les miens, et pourquoi ma place n'est pas tout simplement auprès d'eux pour continuer à travailler à la Science de l'Univers TOTAL ou Science de Dieu. Votre montagne d'accusations contre moi se réduit à rien, la fausseté de ces accusations, les **mensonges** de mes accusateurs en France depuis 2008, sont amplement démontrés (voir <http://hubertelie.com/solution.html#faussete-accusations>)!

Sur ce, Monsieur le Procureur, veuillez agréer l'expression de mes sentiments très distingués.

P.S. Cette lettre est ouverte, elle est en ligne sur internet.

Hubert S. ABLI-BOUYO